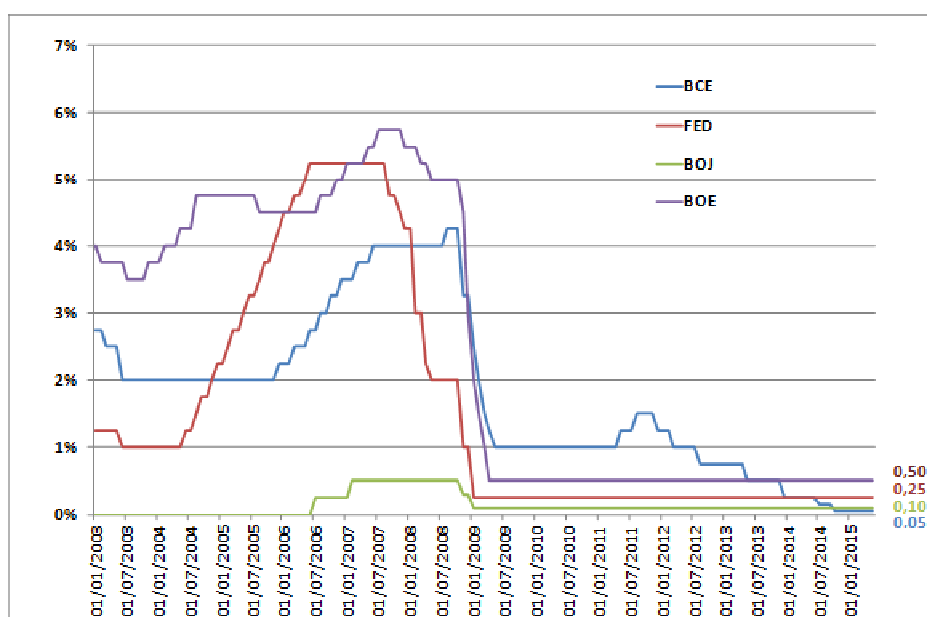


1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Taux inchangés et mesures non conventionnelles de politique monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 3 juin 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelles : « En ce qui concerne les mesures de politique monétaire non conventionnelles, les programmes d'achats d'actifs se déroulent de manière satisfaisante. Comme nous l'avons expliqué à diverses reprises, nos achats d'actifs, à hauteur de 60 milliards d'euros par mois, devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. En procédant à son évaluation, le Conseil des gouverneurs suivra sa stratégie de politique monétaire et se focalisera sur les tendances en matière d'inflation, abstraction faite des fluctuations, dans un sens ou dans l'autre, concernant les mesures d'inflation, pour autant qu'elles soient considérées comme transitoires et comme n'influant pas sur les perspectives de stabilité des prix à moyen terme. Nos mesures de politique monétaire ont contribué à un assouplissement généralisé des conditions financières, à une remontée des anticipations d'inflation et à des conditions d'emprunt plus favorables pour les entreprises et les ménages. Les effets de ces mesures se font sentir sur l'économie et contribuent à la croissance économique, à la réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une expansion de la monnaie et du crédit. La mise en œuvre intégrale de l'ensemble de nos mesures de politique monétaire apportera le soutien nécessaire à l'activité économique dans la zone euro, ramènera durablement les taux d'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme et renforcera l'ancrage solide des anticipations d'inflation à moyen et long terme. »

Taux directeur des principales banques centrales



Chômage

France : hausse du nombre de chômeurs de catégorie A

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en catégorie A s'établit à 3 536 000 en France métropolitaine fin avril 2015. Ce nombre augmente par rapport à la fin mars 2015 (+0,7 %, soit +26 200). Sur un an, il croît de 5,1 %.

Europe : Le taux de chômage à 11,1 % dans la zone euro et à 9,7 % dans l'UE28

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,1 % en avril 2015, en baisse par rapport à mars 2015 où il se situait à 11,2 % et en recul par rapport au taux de 11,7 % du mois d'avril 2014. Dans l'UE28, le taux de chômage ressort à 9,7 % en avril 2015, stable par rapport à mars 2015 mais en baisse par rapport au taux de 10,3 % d'avril 2014. Eurostat estime qu'en avril 2015, 23,504 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 17,846 millions dans la zone euro. Par rapport à mars 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 126 000 dans l'UE28 et de 130 000 dans la zone euro. Comparé à avril 2014, le chômage a baissé de 1,545 million de personnes dans l'UE28 et de 849 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, le taux de chômage le plus faible en avril 2015 a été enregistré en Allemagne (4,7 %), et les plus élevés en Grèce (25,4 % en février 2015) et en Espagne (22,7 %).

Inflation

Zone euro : hausse de l'inflation de 0,3 %

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à 0,3 % en mai 2015, en hausse par rapport au mois d'avril où il était de 0,0 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services (+1,3 %, contre +1,0 % en avril) devraient connaître les taux annuels les plus élevés en mai, suivis de l'alimentation, boissons alcoolisées & tabac (+1,2 %, contre +1,0 % en avril), des biens industriels hors énergie (+0,3 %, contre +0,1 % en avril) et de l'énergie (-5,0 %, contre -5,8 % en avril).

France : légère augmentation

En mai 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de nouveau légèrement (+0,2 % après +0,1 %). Sur un an, il s'inscrit en hausse pour le deuxième mois consécutif (+0,3 % après +0,1 % en avril).

Banque de France

Prévisions macroéconomiques pluriannuelles

Depuis le 4 juin 2015 la Banque de France diffuse deux fois par an des prévisions macroéconomiques portant sur l'année en cours et sur les deux années suivantes. Selon les projections macroéconomiques pour la France effectuées dans le cadre de l'Eurosystème, après trois années de croissance atone, le PIB croîtrait en moyenne annuelle de 1,2 % en 2015 puis de 1,8 % en 2016 et 1,9 % en 2017.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/previsions-economiques-juin-2015.pdf

États-Unis

Amélioration du marché de l'emploi

Le rapport sur l'emploi publié le 5 juin fait état de la création de 280 000 nouveaux emplois non agricoles en mai (contre 255 000 attendus). Le chômage a augmenté pour s'établir à 5,5 % en mai.

Chine

Le yuan renminbi rentrera bientôt dans le panier de devises du FMI

Au cours du G7 vendredi 5 juin, les ministres des Finances et banquiers centraux se sont accordés sur la possibilité d'une intégration du yuan renminbi dans le panier de devises du FMI, une fois les études techniques préalables réalisées.

Actualité législative

Arrêté du 20 mai 2015 portant sur la réglementation prudentielle et comptable en matière bancaire et financière en Nouvelle-Calédonie, en Polynésie française et dans les îles Wallis et Futuna :

<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030673932>

2 – Actualité régionale

Grève dans le secteur bancaire en Nouvelle-Calédonie

Un mouvement de grève des employés de banques a eu lieu en Nouvelle-Calédonie entre le 26 mai et le 4 juin. Les salariés du secteur et les syndicats réclamaient une revalorisation des salaires de 2 %. Durant plus d'une semaine, la majorité des établissements bancaires ont été fermés et jusqu'à 75 % des effectifs du secteur se sont mobilisés. La Calédonienne de Services Bancaires, qui fabrique notamment les chèquiers, et l'Institut d'émission d'Outre-mer ont été brièvement bloqués. Finalement, jeudi 4 juin, après une ultime réunion à la direction du travail et de l'emploi, l'intersyndicale bancaire et la Fédération bancaire française de Nouvelle-Calédonie se sont entendues sur une hausse du point bancaire de 1,1 % à partir de juin puis de 0,4 % à partir de décembre. En juin 2016, des discussions sur une nouvelle revalorisation auront lieu.

Les pays de la zone Pacifique fortement touchés par l'obésité

L'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a récemment publié un classement mondial des pays ayant le taux d'obésité le plus important. Plusieurs pays de la zone Pacifique sont en tête de ce classement. Avec 50,8 % de sa population qui est obèse, les îles Cook affichent le plus fort taux d'obésité au monde. Les chiffres de l'OMS révèlent également que sur les 10 pays du monde qui enregistrent les taux les plus élevés, 9 sont situés dans l'Océan Pacifique insulaire. Palau et Nauru se classent en deuxième et troisième position avec 45 % de leur population qui est obèse en 2015. Les îles Samoa, Tonga et Niue suivent avec un taux d'obésité autour de 43 %. Cette maladie, qui peut avoir des conséquences graves sur la santé, est combattue depuis plusieurs années au niveau régional par les autorités compétentes, dans une zone où plus de 75 % des décès sont causés par des maladies dites « non transmissibles », liées au style de vie occidental adopté ces dernières décennies par des populations qui avaient, auparavant, des modes de vie beaucoup plus traditionnels.

Les îles Cook ambitionnent de produire 100 % de leur énergie électrique grâce aux panneaux solaires

Grâce à un programme financé par la Nouvelle-Zélande et inauguré le 13 mai dernier, les îles Cook, archipel constitué de 15 îles où vivent 22 000 habitants, espèrent pouvoir produire l'intégralité de leur énergie électrique grâce aux panneaux solaires, dans un avenir proche. Le projet, d'un montant total de 1,6 milliards de F CFP, a permis l'installation de 1 800 panneaux solaires sur deux îles de l'archipel. Ces dernières années, les programmes de ce type se sont multipliés dans toute la région Pacifique. En novembre 2012 déjà, le petit archipel de Tokelau annonçait être le premier territoire au monde approvisionné à 100 % en électricité d'origine solaire. En juin 2012, le commissaire européen au développement avait signé avec le gouvernement du Vanuatu une contribution européenne de 300 millions de F CFP pour la mise en place de parcs de panneaux photovoltaïques et d'éoliennes. La même année, les îles Fidji annonçaient avoir installé 2 400 panneaux solaires, grâce à un programme financé par le fonds communautaire pour l'environnement océanien. Enfin, le Japon, à travers la constitution d'un fonds environnemental pour les communautés de la zone Pacifique, a consacré presque 7 milliards de F CFP à des projets d'énergies renouvelables dans le Pacifique insulaire.

L'IEOM obtient le second prix 2015 dans la catégorie du meilleur billet ou série de billets

Comme annoncé dans la lettre mensuelle d'avril dernier, la nouvelle gamme de billets en F CFP de l'IEOM était présélectionnée par l'International Association of Currency Affairs (IACA) pour concourir au titre de meilleur billet ou série de billets. À l'occasion de la conférence internationale consacrée au monde fiduciaire qui s'est déroulée à Montréal le 13 mai dernier, l'IEOM a reçu le second prix, mettant en avant la qualité artistique de la nouvelle gamme de billets ainsi que le caractère innovant des sécurités qui y ont été intégrées. À noter que le premier prix a été décerné au Koweït et que la troisième place est revenue à l'Écosse.

3 – Brèves locales

Signature de conventions entre l'État et Wallis-et-Futuna

Le 8 juin dernier, une délégation d'élus de Wallis-et-Futuna a rencontré la ministre des Outre-mer pour la signature de trois conventions pluriannuelles formalisant certains engagements de l'État et du Territoire en faveur du développement de l'archipel :

- Pacte social (dispositif d'aides aux personnes âgées et aux personnes handicapées) : la convention, qui couvre la période 2015-2017, fixe l'apport annuel de l'État au financement du programme à 200 millions de F CFP (soit 80 % du budget) et celui du Territoire à 50 millions de F CFP ;
- Programme Cadres pour Wallis-et-Futuna : de 2016 à 2018, l'État consacrera annuellement 36 millions de F CFP au financement du dispositif ;
- Contrat de développement 2012-2016 : un avenant au contrat a été signé, lequel prolonge sa durée de validité d'une année. Les programmes retenus dans le cadre de cet accord pourront ainsi être poursuivis en 2017 s'ils sont inachevés à fin 2016. Pour mémoire, 85 % de l'enveloppe est à la charge de l'État et 15 % à la charge du Territoire. Au 31 décembre 2014, l'État a engagé 38 % de l'enveloppe à sa charge, et le Territoire 47 %.

9^e Comité de pilotage de l'ADIE de Wallis-et-Futuna

Le 20 mai dernier, l'Association pour le développement de l'initiative économique (ADIE) de Wallis-et-Futuna a tenu son 9^e Comité de pilotage. À cette occasion, le délégué territorial a présenté les résultats de l'année passée : en 2014, l'association a géré un portefeuille de 44 microcrédits pour un montant total de 24,62 millions de F CFP. Près de 40 % des crédits ont été décaissés à Futuna, soit 8,25 millions de F CFP. Le portefeuille inclut six prêts d'honneur, pour un montant de 2,33 millions de F CFP. Les secteurs de la pêche et du commerce sont les principaux bénéficiaires des financements (respectivement 29,6 % et 22,7 %). L'association affiche un taux d'incidents de 46 % (contre 58 % en 2013), qui s'explique majoritairement par des retards dans les remboursements. Le taux d'impayés sur 36 mois atteint 6,0 %. Depuis l'ouverture de l'antenne de Wallis-et-Futuna, 240 microcrédits ont été accordés, pour un montant global de 114,2 millions de F CFP. Le crédit moyen octroyé est d'une valeur de 478 000 F CFP, remboursé en 26 mois.

Un microcrédit pour les salariés du secteur privé

L'antenne locale de l'ADIE propose depuis début juin un nouveau type de prêt à l'attention des salariés du secteur privé, appelé « microcrédit pour l'emploi salarié ». Il consiste en une aide au financement de l'achat ou de la réparation d'un véhicule et s'adresse à tout salarié du secteur privé faisant face à des difficultés de transport pour se rendre sur son lieu de travail. D'un montant ne pouvant excéder 350 000 F CFP, ce prêt est remboursable en 36 mois maximum. Il est consenti à un taux fixe de 7,48 %, soit au même taux que le microcrédit professionnel.

Dégradation de l'état du quai de Leava

Lors de sa rotation habituelle début juin, le porte-conteneurs a dû appareiller et quitter le quai de Leava pour des raisons de sécurité. La compagnie de transport maritime a annoncé par la suite qu'elle refuserait de faire escale à Futuna tant que le navire ne bénéficierait pas de bonnes conditions pour accoster. Des travaux de renforcement du quai sont depuis en cours et, selon le service Maritime, Ports, Phares et Balises, le porte-conteneurs devrait à nouveau pouvoir ravitailler Futuna dès le mois prochain. Pour mémoire, la reconstruction complète du port de Leava est programmée au titre du X^e FED territorial (enveloppe de 1,8 milliard de F CFP). Le chantier devrait débuter en 2017.

Publications

L'IEOM vient de publier ses Tendances conjoncturelles pour le 1^{er} trimestre 2015. La note et ses annexes statistiques sont téléchargeables sur notre site Internet :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/publications-31/les-notes-expresses-141/les-notes-expresses-tendances-129/1er-trimestre-2015.html>

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

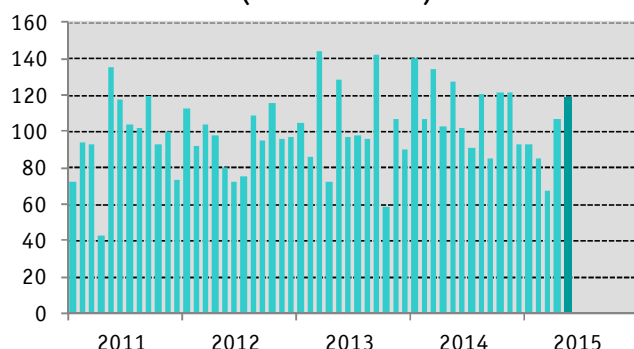
4 – Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T 15		116,62	-	-0,2%
SMIG mensuel en XPF	mai-15		90 000	-	1,0%
Nombre d'emplois salariés	sept-14		2 056	-	-3,6%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mai-15	519	-0,8%	4,0%
	cumulées	mai-15	2 206	-	-13,6%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mai-15	119	11,4%	-6,4%
	cumulés	mai-15	471	-	-22,9%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mai-15	29	-41,7%	-36,1%
	cumulées	mai-15	184	-	-9,1%

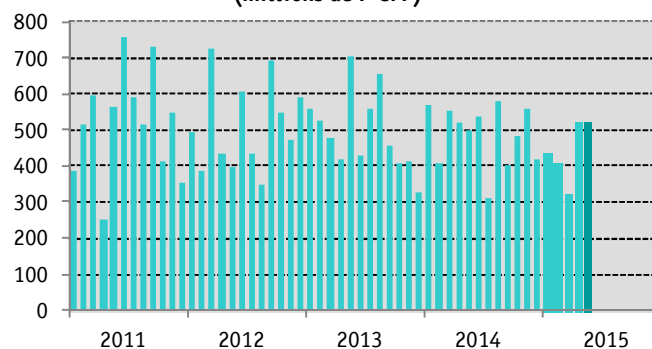
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲ / mois	▲ / an
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestriel	mars-15	1 695	14,6%	4,8%
Consommation de gazole (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	660	19,3%	12,9%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestriel	mars-15	145	22,3%	-5,1%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	avr-15	2 413	35,9%	9,7%
	cumulé	avr-15	9 826	-	11,0%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	avr-15	1 160	50,3%	-16,2%
	cumulé	avr-15	4 344	-	0,3%
Touchées de navires de marchandises	mensuelles	mai-15	4	100,0%	33,3%
	cumulées	mai-15	14	-	-6,7%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs	mensuel	mai-15	16	14,3%	100,0%

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)



Importations
(millions de F CFP)



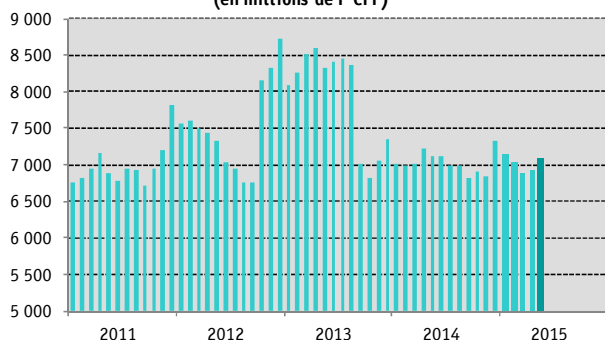
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

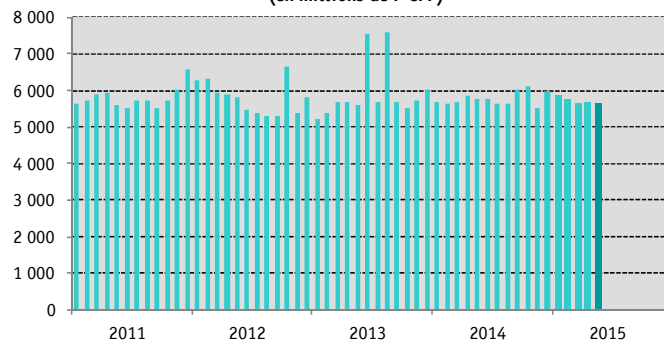
Hausse de la masse monétaire sur le mois, légère baisse sur l'année

en millions de F CFP	mai-14	avr-15	mai-15	▲ / mois	▲ / an
Circulation fiduciaire	2 103	2 074	2 079	0,2%	-1,1%
Dépôts à vue	3 681	3 606	3 568	-1,1%	-3,1%
Total M1	5 784	5 681	5 648	-0,6%	-2,4%
M2-M1	517	438	442	1,0%	-14,5%
Total M3	7 122	6 928	7 100	2,5%	-0,3%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



Dépôts à vue
(en millions de F CFP)

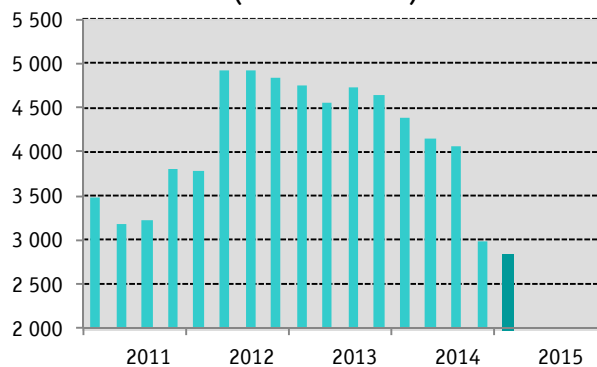


Concours de caractère bancaire

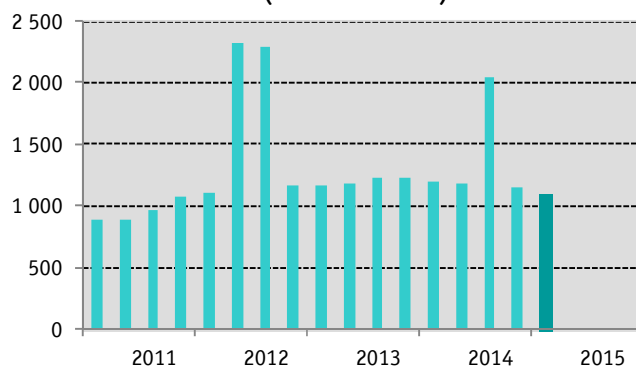
Recul de l'encours des crédits suite au remboursement anticipé d'importants crédits

en millions de F CFP	mars-13	mars-14	mars-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1 169	1 202	1 086	-9,6%
Crédits à l'équipement	2 323	2 077	924	-55,5%
Crédits à l'habitat	467	370	214	-42,3%
Autres crédits	324	277	166	-40,1%
Total encours sain	4 283	3 926	2 390	-39,1%
Créances douteuses brutes	473	461	445	-3,4%
Total encours brut	4 757	4 386	2 835	-35,4%

Encours de crédits bruts
(millions de F CFP)



Encours de crédits de trésorerie
(millions de F CFP)

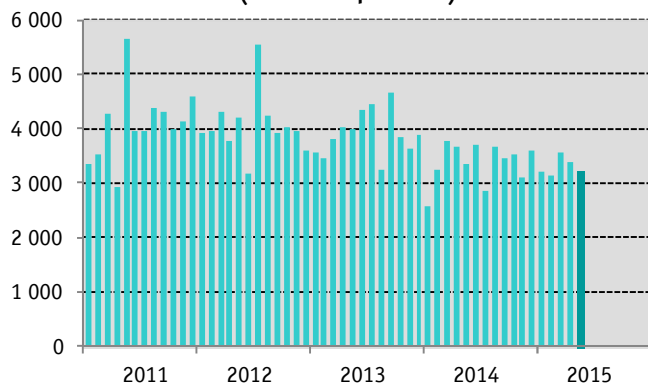


Compensation

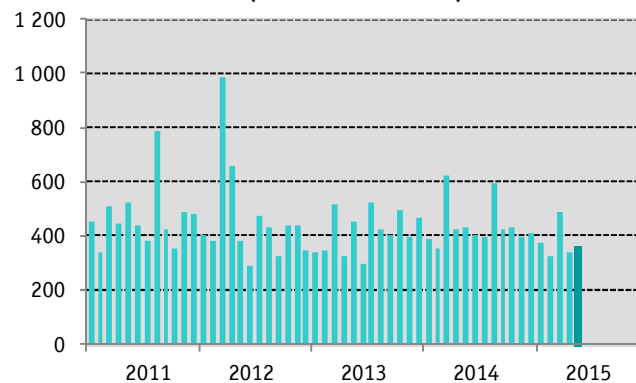
Diminution en nombre des opérations de compensation en mai, hausse en valeur

	mai-14	avr-15	mai-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	3 344	3 372	3 198	16 493	-5,2%	-4,4%
Compensation (en millions de CFP)	432	341	360	1 890	5,3%	-16,8%

En volume
(nombre d'opérations)



En valeur
(en millions de F CFP)



Incidents bancaires

Sensible recul du nombre d'incidents de paiement sur chèque

en nombre	mai-14	avr-15	mai-15	cumul 2015	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	58	53	38	299	-28,3%	-34,5%
Retraits de cartes bancaires	4	0	0	0	-	-100,0%

Interdits bancaires

Stabilité du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires en mai, baisse sur l'année

en nombre	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	335	316	317	0,3%	-5,4%
- dont personnes physiques	322	300	302	0,7%	-6,2%
- dont personnes morales	13	16	15	-6,3%	15,4%

Légère progression du nombre de cotes valides

en nombre	mai-14	avr-15	mai-15	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	48	49	2,1%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	16	17	18	5,9%	12,5%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2014	2015	▲/an
Indicateurs économiques				
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,82	116,62	-0,2%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mai	13	15	15,4%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mai	361	306	-15,3%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mai	60	22	-62,9%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mai	42	36	-14,3%
Ménages				
emploi salarié (nb)	septembre	2 056	-	-
dont secteur privé	septembre	802	-	-
dont secteur public	septembre	1 254	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mai	528	533	1,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	mai	322	302	-6,2%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mai	12	0	-100,0%
incidents paiements sur chèques (nb)	mai	330	299	-9,4%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mai	685	610	-11,0%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mai	358	363	1,2%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mai	134	123	-7,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mai	40	32	-20,0%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mai	2 553	2 206	-13,6%
exportations	mai	-	-	-
recettes douanières	mai	838	661	-21,2%
dont droits de douanes + taxes à l'entrée	mai	611	471	-22,9%
dont taxes intérieures de consommation	mai	202	184	-9,1%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	mai	3 681	3 568	-3,1%
M1	mai	5 784	5 648	-2,4%
M2	mai	6 301	6 090	-3,4%
Dépôts à terme	mai	820	1 010	23,1%
M3	mai	7 122	7 100	-0,3%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	mars	1 476	1 271	-13,9%
<i>dont crédits à la consommation</i>	mars	1 220	1 102	-9,7%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	mars	256	169	-34,0%
Entreprises	mars	2 199	821	-62,6%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	mars	61	32	-47,7%
<i>dont crédits d'investissement</i>	mars	1 873	637	-66,0%
Collectivités locales	mars	204	287	41,0%
Autres agents et CCB non ventilés	mars	47	10	-77,8%
créances douteuses brutes	mars	461	445	-3,4%
taux de créances douteuses	mars	10,5%	15,7%	5,2 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	mars	3 103	2 891	-6,8%
<i>dont assurances-vie</i>	mars	1 047	1 121	7,0%
Sociétés	mars	1 626	1 868	14,9%
Autres agents	mars	2 188	2 092	-4,4%

7 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,20%	10/09/2014
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,05%	10/09/2014
taux de la facilité de prêt marginal	0,30%	10/09/2014

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	14/04/2014	0,00%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	29/05/2015	30/04/2015	Var. M-1
EONIA	-0,0800%	-0,0270%	- 0,053 pt
EURIBOR 1 mois	-0,0590%	-0,0400%	- 0,019 pt
EURIBOR 3 mois	-0,0120%	-0,0050%	- 0,007 pt
EURIBOR 6 mois	0,0490%	0,0640%	- 0,015 pt
EURIBOR 12 mois	0,1600%	0,1710%	- 0,011 pt

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	mai-15	avr.-15	Var. M-1
TMO	1,1200%	0,6600%	+ 0,460 pt
TME	0,9200%	0,4600%	+ 0,460 pt

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015	29/05/2015	30/04/2015	31/03/2015
taux JJ	0,170%	0,125%	0,085%	nd	nd	nd	0,415%	0,520%	0,480%
3 mois	0,280%	0,430%	0,325%	nd	nd	nd	0,620%	0,650%	0,770%
10 ans emprunts phares	2,110%	2,100%	1,940%	0,400%	0,340%	0,400%	1,800%	1,870%	1,560%

taux de base bancaire

banques métropolitaines	taux	date d'effet
	6,60%	15/10/2001

taux d'intérêt légal 2015

créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)	taux	JORF
	4,06%	27/12/2014
autres cas	0,93%	

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
TMO : taux moyen des obligations publiques
TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Prêts-relais	4,73%	Découverts en compte	13,28%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,23%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	14,15%	Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	9,04%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	108,7801	1 NZD/XPF	77,4630	1 HKD/XPF	14,0304	1 GBP/XPF	165,9690	
100 JPY/XPF	87,7762	1 AUD/XPF	83,2276	1 SGD/XPF	80,6350	100 VUV/XPF	103,8739	1 FJD/XPF	52,3523